



LE MASSACRE DE L'AMAZONIE

RÉSUMÉ

GREENPEACE

www.greenpeace.fr



« Étant donné qu'aucun pays ne peut remédier seul au changement climatique, l'exploitation des richesses d'une forêt qui s'étend sur huit pays nécessite une coopération internationale. C'est pour cette raison que le Brésil a lancé en 2008 le Fonds pour l'Amazonie. Plus de 20 milliards de dollars seront recueillis pour financer la conservation et le développement durable. Ces ressources seront utilisées afin de réduire l'exploitation illégale du bois, ainsi que pour trouver de nouvelles sources de revenus pour remplacer celle-ci. La Norvège a déjà promis de verser 1,1 milliard de dollars sur les dix prochaines années pour ce fonds. Nous espérons que d'autres États suivront son exemple. »

Luiz Inácio Lula da Silva, président du Brésil, The Guardian, 28 mars 2008

« Supporter la compétitivité des compagnies brésiliennes sur les marchés internationaux est l'objectif prioritaire du gouvernement brésilien, et depuis plus de 16 ans, la BNDES a participé aux efforts couronnés de succès pour maintenir un environnement compétitif et basé sur le marché pour les exportateurs brésiliens ».

Site Internet de la Banque Nationale de Développement Brésilien

EN BREF

LE MASSACRE DE L'AMAZONIE

UNE ACTION AU NIVEAU MONDIAL CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Brésil est le quatrième pire émetteur de gaz à effet de serre (GES) au monde¹, et la majorité de ces émissions provient de la destruction par abattage et par brûlis de la forêt amazonienne. À l'échelle mondiale, la destruction des forêts tropicales est responsable d'environ 20 % des émissions de GES². La fin de la déforestation est une composante essentielle de toute stratégie mondiale visant à lutter contre le changement climatique et préserver la biodiversité. La principale difficulté, selon les conclusions de la Banque mondiale, consiste à s'attaquer aux principaux moteurs économiques de la déforestation aux « *frontières agricoles, telles que l'Amazonie* ». Les gouvernements des différents pays, les organismes multilatéraux de financement (comme la Banque mondiale) et les entreprises multinationales ont tous un rôle à jouer. Le sommet de Copenhague sur le climat, qui se tiendra au Danemark en décembre 2009, est l'occasion pour les gouvernements de convenir des mesures à prendre afin de réduire radicalement les émissions de GES. Pour qu'un accord soit efficace, il doit prévoir des actions et des ressources pour lutter contre la déforestation.

L'ÉLEVAGE BOVIN EN AMAZONIE EST LE PREMIER MOTEUR DE LA DÉFORESTATION À L'ÉCHELLE MONDIALE

LES EFFORTS MENÉS POUR ENDIGUER LES ÉMISSIONS MONDIALES LIÉES À LA DÉFORESTATION DOIVENT AGIR SUR LE SECTEUR BRÉSILIEN DE L'ÉLEVAGE EN AMAZONIE

L'élevage en Amazonie brésilienne est le premier moteur de la déforestation⁴ ; il est à l'origine de la destruction d'un hectare sur huit à l'échelle mondiale⁵. Les efforts menés pour endiguer les émissions mondiales liées à la déforestation doivent agir sur ce secteur.

L'OBJECTIF « ZÉRO DÉFORESTATION » EST UN IMPÉRATIF SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

Les forêts de la planète préservent des écosystèmes vitaux. La survie culturelle de nombreux peuples et communautés habitant dans les forêts dépend de la préservation de ces zones. Les forêts jouent en outre un rôle crucial dans la préservation de la biodiversité : on y trouve plus de la moitié des espèces terrestres de faune et de flore du monde⁶.

L'OBJECTIF « ZÉRO DÉFORESTATION » EST UN IMPÉRATIF CLIMATIQUE

Les forêts jouent un rôle indispensable dans la stabilisation du climat de la planète, en séquestrant de grandes quantités de carbone qui contribueraient autrement au réchauffement climatique. On estime que la forêt amazonienne renferme 80 à 120 milliards de tonnes de carbone. Si elle était détruite, un volume représentant environ 50 fois les émissions annuelles de GES des États-Unis risquerait d'être émis⁸.

LA DESTRUCTION DE L'AMAZONIE, FORÊT CONTENANT LE PLUS GROS STOCK DE CARBONE AU MONDE, EST ACCÉLÉRÉE PAR L'ÉLEVAGE DE BÉTAIL.

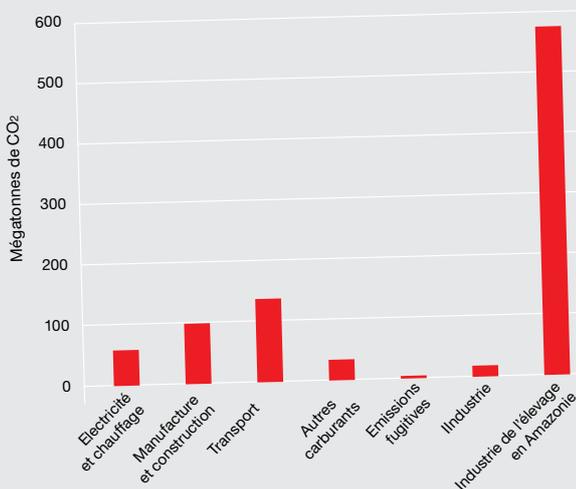
L'Amazonie brésilienne affiche la plus forte déforestation annuelle moyenne de toute la planète en termes de superficie⁹. L'élevage est le principal moteur de la déforestation dans cette région¹⁰. D'après le gouvernement brésilien, « *le bétail est responsable de près de 80 % de la déforestation* »¹¹ dans la région amazonienne. Ces dernières années, un hectare de forêt amazonienne a été cédé toutes les 18 secondes en moyenne aux éleveurs de bétail¹². L'élevage en Amazonie brésilienne est à l'origine de 14 % de la déforestation annuelle de la planète¹³. Il est par conséquent le premier moteur mondial de la déforestation, détruisant une superficie plus grande que celle représentée par le déboisement total de tout autre pays, à l'exception de l'Indonésie.¹⁴

LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN PRÉVOIT UNE DOMINATION DU MARCHÉ MONDIAL DU BŒUF

Le Brésil possède le plus grand cheptel commercial¹⁵ et est le premier exportateur de bœuf au monde¹⁶. Avec la Chine, il partage la première place pour l'exportation de cuir¹⁷. Selon les prévisions du gouvernement brésilien, la part qu'il occupe sur le marché mondial des produits bovins doublera d'ici à 2018¹⁸. Le secteur brésilien de l'élevage a enregistré une forte croissance de ses exportations ces dix dernières années¹⁹. Entre 1998 et 2008, le volume des exportations de bœuf et de veau du Brésil a été multiplié par six²⁰. En 2008, près d'une tonne sur trois de bœuf commercialisé sur le marché international provenait de ce pays²¹. La valeur totale du commerce de produits issus du bétail s'élevait à 6,9 milliards de dollars²² pour le Brésil en 2008, dont plus d'un quart était constitué par la vente de cuir²³. D'ici 2018, le gouvernement prévoit que le Brésil fournira presque les deux tiers du volume de bœuf vendu sur le marché international²⁴.



EMISSIONS BRÉSILIENNES DE CO₂ PAR SECTEUR EN 2005



Source: WRI CAIT v6.0
Source pour l'industrie de l'élevage – voir les textes et notes

LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN FINANCE L'EXPANSION DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE EN AMAZONIE

Afin d'aider le Brésil à dominer le marché mondial des denrées agricoles, et notamment du bœuf, le gouvernement investit à tous les niveaux de la chaîne logistique, de la production à la commercialisation internationale.

LE BRÉSIL OFFRE 41 MILLIARDS DE DOLLARS AUX AGRICULTEURS AFIN D'ENCOURAGER LA PRODUCTION.

En juillet 2008, le président Lula a annoncé le programme 2008-2009 pour l'agriculture et l'élevage, qui mettait 41 milliards de dollars de crédits à disposition pour favoriser la production issue des cultures et de l'élevage. 85 % de cette somme était prévue pour les entreprises agricoles²⁵.

L'EXPANSION DU CHEPTTEL EST CONCENTRÉE DANS LA RÉGION AMAZONIENNE, OÙ LE MANQUE DE GOUVERNANCE FAIT QUE LES TERRES ET LA MAIN-D'ŒUVRE SONT PEU COÛTEUSES.

Les rapports établis successivement par la Banque mondiale, le gouvernement brésilien et les instituts de recherche, de même que les analyses réalisées par Greenpeace, concluent tous que l'élevage de bétail occupe environ 80 % de la surface déboisée de la région amazonienne²⁶. La principale motivation économique de l'expansion du secteur brésilien de l'élevage en Amazonie est le manque de gouvernance²⁷, auquel contribuent des facteurs tels que la corruption, la désorganisation, la capacité limitée et l'absence de coordination entre les différents services de l'État. L'analyse de Greenpeace des données obtenues par satellite et des autorisations de déboisement pour la période 2006-2007 révèle que plus de 90 % de la déforestation actuelle en Amazonie est illégale²⁸.

DES LOIS GOUVERNEMENTALES DEVRAIENT LOGIQUEMENT AUGMENTER LA DISPONIBILITÉ DES TERRAINS – LÉGALISANT L'AUGMENTATION DE LA DÉFORESTATION.

L'accaparement de terres en Amazonie est un phénomène endémique. L'attribution des titres de propriété dans cette région est totalement désorganisée ; environ la moitié de sa superficie ne possède pas de statut juridique déterminé²⁹. Au lieu de remédier à ce problème, un projet de loi actuellement examiné par le Congrès du Brésil récompenserait ceux qui s'approprient les terrains en leur attribuant des droits fonciers sur des terres occupées illégalement³⁰. Un autre projet de loi³¹ présenté au Congrès propose de multiplier par plus de deux le pourcentage de forêt qui peut être déboisée légalement dans une propriété. Si ces textes étaient adoptés, ils légaliseraient *de facto* l'augmentation de la déforestation.



LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN EST COPROPRIÉTAIRE DES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES QUI DÉVELOPPENT LEURS ACTIVITÉS EN AMAZONIE

L'ÉTAT BRÉSILIEN POSSÈDE DES PARTS DANS LES MULTINATIONALES QUI PRODUISENT DU BŒUF ET DU CUIR.

Par le biais de la Banque nationale de développement (BNDES), organe de financement du ministère brésilien du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur, le gouvernement a conclu des alliances stratégiques avec les quelques acteurs mondiaux du secteur de l'élevage. Entre 2007 et 2009, ces entreprises – qui représentent jusqu'à 50 % du marché des exportations de bœuf du pays – ont reçu 2,65 milliards de dollars de la BNDES³², en échange de parts cédées au gouvernement. Sur le marché mondial, les trois entreprises de produits transformés qui se taillent la part du lion dans les investissements de l'État brésilien – Bertin, JBS et Marfrig – sont respectivement l'un des plus grands producteurs de cuir³³, le premier producteur de bœuf (qui contrôle au moins 10 % de la production mondiale de bœuf)³⁴ et le quatrième producteur de bœuf³⁵. Le développement des activités de ces groupes est en fait « co-entrepris » avec le gouvernement brésilien. Ces sociétés voient la crise financière comme une chance d'accroître leur part de marché mondiale. Sans l'argent de l'État brésilien, leur capacité à continuer de bâtir un empire commercial international grâce à l'exportation de produits bovins provenant d'Amazonie aurait été réduite. Afin de consolider la part du Brésil sur le marché mondial³⁶, le gouvernement apporte des capitaux pour le développement des équipements de transformation des matières premières issues de l'élevage dans la région amazonienne³⁷. Dans une évaluation réalisée à la suite d'une demande de crédit en faveur de Bertin, la Société Financière Internationale (SFI, filiale de la Banque mondiale chargée des prêts au secteur privé) a souligné le risque d'alimenter la déforestation en augmentant la capacité des abattoirs dans cette région. Un commissaire aux comptes de la Banque mondiale a estimé : « Le projet [de développement de l'abattoir de Marabá appartenant à Bertin] présente un risque élevé pour l'environnement et pour la réputation de la Banque. » Néanmoins, la SFI a investi 90 millions de dollars pour Bertin dans l'une des régions à plus haut risque de l'Amazonie³⁸.

GREENPEACE DÉNONCE LA CONSOMMATION AVEUGLE DES PRODUITS ILLÉGAUX D'AMAZONIE

LES « COENTREPRISES » DE L'ÉTAT BRÉSILIEN FONT LE COMMERCE DE L'ESCLAVAGE ET DE LA DESTRUCTION DES FORÊTS

Greenpeace a remonté la filière des produits bovins depuis les usines de transformation de Bertin, de JBS et de Marfrig destinées à l'exportation dans le sud du Brésil jusqu'à trois fronts pionniers de la déforestation en Amazonie. Tandis que de très importantes sociétés qui commercialisent des marques mondialement réputées semblent croire que les sources amazoniennes sont exclues de leurs produits, les recherches menées par Greenpeace révèlent pour la première fois comment leur consommation aveugle de matières premières alimente la déforestation et le changement climatique. Les investigations de Greenpeace ont décortiqué le commerce mondial complexe des produits bovins provenant des sociétés détenues partiellement par l'État brésilien – Bertin, JBS et Marfrig. L'organisation a repéré plusieurs centaines de fermes situées dans la forêt amazonienne qui fournissent du bétail aux abattoirs de la région qui appartiennent à ces entreprises. Dans les cas où Greenpeace a pu se procurer des cartes sur lesquelles ces fermes sont délimitées, l'analyse des images satellites montre que des quantités considérables de bétail proviennent de fermes ayant participé à de récentes opérations illégales de déforestation. Les données commerciales mettent également en évidence des échanges avec des fermes qui ont recours à l'esclavage moderne. En outre, un abattoir de Bertin reçoit du bétail provenant d'une ferme illégale occupant des terres appartenant à des populations indigènes. Ces abattoirs de la région amazonienne expédient ensuite de la viande ou des peaux vers des usines situées à des milliers de kilomètres au sud afin que ces denrées y soient transformées avant leur exportation. Bien souvent, d'autres opérations de transformation sont réalisées dans les pays importateurs avant que le produit final n'arrive sur le marché. En effet, des stocks de bétail illégaux ou « sales » sont « blanchis » par le biais de la chaîne logistique sur un marché mondial qui devient complice sans s'en rendre compte.



LA LONGUE LISTE DES MARQUES INTERNATIONALES CLIENTES DE CETTE ACTIVITÉ ILLÉGALE

Les données que nous avons recueillies établissent un lien entre la chaîne logistique contaminée par les produits d'Amazonie et les fournisseurs de nombreuses marques et entreprises de distribution internationales réputées, parmi lesquelles figure une longue liste de grosses sociétés multinationales comme Adidas, BMW, Carrefour, Eurostar, Ford, Honda, Gucci, IKEA, Kraft, Nike, Tesco, Toyota, Wal-Mart, etc. Le secteur public n'est pas épargné ; nos conclusions établissent également un lien entre cette chaîne logistique et certains fournisseurs du National Health Service du Royaume-Uni (NHS, système national de santé)⁴⁰, ainsi qu'un fournisseur du Moyen-Orient qui compte parmi ses clients les forces armées britanniques, néerlandaises, italiennes, espagnoles et américaines⁴¹.

LE TOUR DU MONDE DES PRODUITS ISSUS DU BÉTAIL AMAZONIEN

Nos investigations nous ont fait faire le tour du monde, en passant par les pays suivants :

Chine : À l'échelle mondiale, environ la moitié de la production de cuir est destinée à la production de chaussures⁴². La Chine est le premier fabricant et exportateur de chaussures au monde, avec près de 60 % du volume mondial produit en 2006⁴³. Bertin est l'un des principaux fournisseurs de cuir pour ce pays. Les investigations de Greenpeace révèlent que des sociétés fabricant des tennis pour Nike et Adidas/Reebok sont fournies par des entreprises de corroyage qui sont des clients directs de Bertin.

États-Unis : Les meubles et le garnissage de véhicules sont la deuxième utilisation du cuir⁴⁴. La production d'intérieurs en cuir pour les voitures est confiée à des entreprises de traitement du cuir telles qu'Eagle Ottawa, dont le siège est aux États-Unis. Eagle Ottawa détient 20 % du marché mondial du cuir pour le garnissage de véhicules⁴⁵. Bertin est le fournisseur exclusif d'Eagle Ottawa⁴⁶, qui absorbe 30 % de ses exportations de cuir⁴⁷. Eagle Ottawa fournit BMW, Ford, Honda, Toyota et de nombreux autres constructeurs⁴⁸.

Italie : L'Italie est le centre de la production de cuir de haute qualité pour le marché de la mode. Ce pays est le deuxième exportateur mondial de chaussures en cuir en termes de valeur⁴⁹. Les sacs à main sont le produit phare du secteur national d'exportation du cuir : ils représentent près des deux tiers de la valeur des ventes d'articles de maroquinerie italiens⁵⁰. Les deux principales entreprises italiennes de traitement du cuir, Rino Mastrotto Group (RMG) et Gruppo Mastrotto (GM), reçoivent régulièrement des stocks de cuir produit par Bertin⁵¹. Parmi les clients de ces entreprises figurent Boss, Geox, Gucci, Hilfiger, Louis Vuitton et Prada⁵². JBS détient 50 % du capital de





la division de Gruppo Cremonini qui produit du bœuf et des dérivés du bœuf. Entre autres clients, Cremonini est le fournisseur exclusif du chemin de fer italien (Trenitalia, Eurostar Group, Cisalpino AG) et fournit les entreprises ferroviaires SNCF (France) et Thalys International (Belgique)⁵³[N.B: Thalys est une société belge]. JBS et Marfrig fournissent Cremonini en Italie⁵⁴.

Royaume-Uni : Le marché des aliments prêts à consommer et le secteur de la restauration modifient ce que nous mangeons, les lieux où nous mangeons et la manière dont nous faisons nos courses.

Le marché britannique des plats cuisinés est « *le plus développé d'Europe* »⁵⁵. « *Les ventes de plats cuisinés surgelés et frais représentent 7 % des repas principaux consommés au Royaume-Uni.* »⁵⁷ Ce pays importe du Brésil 40 % de son bœuf transformé (cuisiné, cuit ou en conserve) . Près de 90 % de cette marchandise est produite par Bertin, JBS ou Marfrig⁵⁸.

Brésil : Le Brésil est un marché émergent. Selon Unilever, « *les dépenses de consommation augmentent plus rapidement sur les marchés [en développement ou émergents] que dans les pays développés* »⁵⁹. Au Brésil, trois géants de la distribution – Carrefour, Wal-Mart et Grupo Pão de Açúcar⁶⁰ (filiale du groupe français Casino) – contrôlent près de 40 % du secteur⁶¹. Bertin, JBS et Marfrig fournissent des produits frais et transformés au Brésil et à d'autres marchés émergents.

Unilever est le principal producteur d'articles de consommation courante sur les marchés en développement et émergents, dont le Brésil⁶², où les ventes de produits d'hygiène, de beauté et d'entretien sont en augmentation. Une grande partie de ces articles contiennent des produits dérivés du bétail, comme la glycérine. D'après Bertin, le marché mondial des soins corporels pèse 269 milliards d'euros et le Brésil y occupe la troisième position⁶³. Unilever, Colgate Palmolive et Johnson & Johnson sont tous classés parmi les clients essentiels du segment hygiène et beauté de Bertin au Brésil⁶⁴.

CONCLUSION : QUEL GENRE DE LEADER MONDIAL EST LE BRÉSIL ?

FAIT-IL PARTIE DU PROBLÈME OU DE LA SOLUTION ?

Le Brésil se présente comme chef de file mondial de la lutte contre la déforestation. Lors de la conférence internationale sur le climat qui s'est tenue à Poznan en 2008, le gouvernement brésilien a annoncé son Plan national contre le changement climatique, qui fixait un objectif de 72 % de réduction du taux de déforestation d'ici à 2018. Cette diminution, censée empêcher l'émission de 4,8 gigatonnes de CO₂⁶⁵, devra sa réalisation en grande partie à la lutte contre la déforestation illégale⁶⁶.

Cependant, le gouvernement brésilien est bailleur de fonds et actionnaire des principaux acteurs du secteur de l'élevage en Amazonie – qui est le premier moteur de la déforestation à l'échelle mondiale. Il détient 2,65 milliards de dollars dans des entreprises multinationales de transformation du bœuf et du cuir qui profitent du faible coût du bétail élevé dans des zones de l'Amazonie qui ont été illégalement détruites. Les projections de croissance des exportations sur les dix prochaines années laissent craindre une pression encore accrue sur cette région.

Par ailleurs, des projets de loi soumis au Congrès du Brésil prévoient d'attribuer des droits fonciers à ceux qui s'approprient des terrains illégitimement⁶⁸ et de multiplier par plus de deux la part de forêt qui peut être déboisée légalement dans une propriété⁶⁹. Au lieu de diminuer le taux de déforestation, cette législation augmentera la déforestation légale.

Le Brésil n'est pas le seul acteur de la déforestation de l'Amazonie et il ne peut pas endosser seul la responsabilité de ce problème.

La Banque mondiale considère les moteurs économiques de la déforestation aux « *frontières agricoles, telles que l'Amazonie* », comme la principale difficulté pour ce qui est de l'action sur le climat⁷⁰.

Étant donné le rôle que joue le commerce mondial des denrées agricoles dans la déforestation, une forte responsabilité incombe aussi aux grosses sociétés multinationales commercialisant des marques mondialement réputées, dont la consommation aveugle de matières premières alimente ce phénomène.

Enfin, les organismes multilatéraux comme la Banque mondiale, dont la filiale chargée des prêts au secteur privé, la SFI, a financé le développement des activités de Bertin aux « *frontières agricoles de la déforestation* », doivent encourager l'abandon des activités qui émettent beaucoup de CO₂.

LE FINANCEMENT DE LA PROTECTION DES FORÊTS EST CRUCIAL POUR RELEVER LE DÉFI CLIMATIQUE

Le Brésil sait bien que sa capacité à atteindre son objectif de réduction de la déforestation dépend du financement international par les pays riches. C'est pourquoi le gouvernement a créé le Fonds pour l'Amazonie, pour lequel le ministre brésilien de l'Environnement, Carlos Minc, a déclaré espérer récolter 21 milliards de dollars d'ici à 2021⁷¹. Pourtant, en mai 2009, seulement 110 millions de dollars avaient été mis à disposition – ils font partie du paquet de 1 milliard de dollars promis par la Norvège en 2008, qui doit être versé de manière échelonnée jusqu'à 2015. Au 31 mars 2009, l'Allemagne était le seul autre donateur engagé dans ce fonds, avec une contribution annoncée de 18 millions d'euros (24,7 millions de dollars)⁷². L'exemple catastrophique de la destruction de la forêt amazonienne dont ce rapport donne un aperçu n'est qu'une des réalités tragiques qui frappent les forêts dans le monde entier. Si l'élevage en Amazonie est le principal moteur de la déforestation à l'échelle mondiale, d'autres activités dans d'autres régions de la planète doivent être prises en considération. Comme l'a souligné le Carbon Disclosure Project (CDP) – une organisation à laquelle participent de nombreuses grosses sociétés multinationales citées dans ce rapport –, « seule une action collaborative mondiale dotée d'une vision à long terme »⁷³ permettra de relever le défi climatique. À l'heure actuelle, des entreprises en Europe et aux États-Unis se voient délivrer des autorisations leur permettant d'émettre une certaine quantité de CO₂, par exemple par le biais de la production industrielle ou de la génération d'énergie issue de combustibles fossiles. En appliquant le principe du « pollueur-payeur », Greenpeace suggère que les entreprises paient pour une portion de leurs quotas d'émission de GES. Les revenus ainsi obtenus seraient versés au fonds « Forêts pour le climat » que Greenpeace propose afin d'aider les pays en développement à financer la protection des forêts⁷⁴. Ce fonds prévoirait des incitations économiques pour lutter contre la déforestation et attribuerait une valeur aux forêts primaires. Il récompenserait les pays dont la réduction du taux de déforestation est vérifiée. Ce mécanisme serait utilisé pour les zones forestières dont la valeur est élevée en termes de biodiversité, ainsi que pour créer et préserver des sources de revenus durables pour les communautés habitant dans les forêts, ce qui constituerait un moyen de protéger les forêts sur le long terme. Étant donné que ce fonds serait ouvert à tous les pays dotés de forêts vulnérables, il empêcherait que les entreprises multinationales, après avoir renoncé à la déforestation quelque part, la pratiquent dans une autre région forestière du monde. Entre autres mesures, les négociations mondiales visant à préserver le climat doivent parvenir à un accord prévoyant de financer à long terme la protection des forêts humides de la planète. Le sommet de



Copenhague sur le climat, en décembre 2009, est une occasion unique d'adopter des mesures et des mécanismes parmi lesquels figurera le financement de la lutte contre la déforestation mondiale. Si les négociations échouent, la prochaine crise ne sera pas un ralentissement économique temporaire mais une catastrophe climatique irréversible.

PROTÉGER LE CLIMAT : DÉFENDRE L'AMAZONIE

MORALISER LE COMMERCE LIÉ À L'ÉLEVAGE BOVIN

Arrêter de traiter avec des éleveurs ou des entreprises qui participent à la déforestation de l'Amazonie.

Arrêter de financer des entreprises impliquées dans la destruction de forêts.

ARRÊTER LA DÉFORESTATION

Soutenir un moratoire immédiat sur la déforestation de l'Amazonie.

Soutenir les mesures visant à atteindre l'objectif « zéro déforestation » en Amazonie brésilienne d'ici à 2015 et à l'échelle mondiale d'ici à 2020.

PROTEGER LE CLIMAT

Soutenir au sommet de Copenhague un protocole climatique fort qui intégrera notamment un mécanisme de financement de la protection des forêts.

‘Nous avons envoyé des hommes sur la lune, nous avons créé les ères industrielle et technologique, nous avons construit des ouvrages d’art impressionnants et nous avons la capacité de mettre au point des solutions pour arrêter un dangereux changement climatique. Ce n’est que par le biais d’une action collaborative mondiale dotée d’une vision à long terme, et non en nous focalisant sur les bénéfices à court terme, que nous pourrons relever ce défi. Nous devons le relever et nous devons y travailler dès aujourd’hui.’

The Carbon Disclosure Project

Les sociétés participant au Carbon Disclosure Project mentionnées dans ce rapport sont les suivantes :



NOTES

1 WRI CAIT Version 6.0 – chiffre pour 2000 (le plus récent disponible).

2 GIEC (2007c).

3 Banque mondiale (2006).

4 L'élevage de bovins en Amazonie brésilienne est responsable d'une déforestation supérieure à la superficie totale déboisée de n'importe quel autre pays, à l'exception de l'Indonésie, où plusieurs moteurs entrent en jeu :

a) L'Indonésie présente le deuxième plus fort taux de déforestation au monde en superficie, juste après le Brésil (1.87 million ha/an pour 2000-2005). Source : FAO (2009), Tableau 2, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0350f/i0350f04b.pdf>.

b) La déforestation en Indonésie est liée à différents facteurs. Par exemple, l'IIED estime que les terres déboisées sont utilisées à 32 % pour l'huile de palme, à 30 % pour le caoutchouc, à 19 % pour le riz et à 19% pour le manioc. Source : Grieg-Gran, M. (2006): 13.

Wetlands International estime que les concessions accordées pour la production d'huile de palme et de bois (surtout de bois à pâte) ont été les principaux moteurs de la déforestation en Indonésie, notamment dans les tourbières : 42 % (7,48 millions ha) pour l'huile de palme et 58 % (10,34 millions ha) pour le bois. Source : Hooijer et al (2006), Table 4 Concessions on peatland in Indonesia.

5 L'élevage de bétail en Amazonie est responsable d'environ 14 % de la déforestation annuelle (1,72 million ha/an de la déforestation de l'Amazonie et 12,57 millions ha/an de la déforestation brute mondiale sont imputables au bétail) :

a) La déforestation moyenne de l'Amazonie pour 2000-2005 est de 2,15 millions ha/an. Source : INPE-PRODES (2009).

b) 80 % de la déforestation de l'Amazonie (1,72 million ha/an) est imputable au bétail. Sources : Chomitz et Thomas (2001) : 14 ; Grieg-Gran (2006) : 13 ; Presidência da República (2004) : 10 ; Barreto et al. (2008): 20 citant l'IBGE (2006b) ; Greenpeace (2008a).

c) La déforestation moyenne de l'Amazonie pour 2000-2005 est de 2,15 millions ha/an (12,57 millions ha déboisés – 5,26 millions ha reboisés = 7,31 millions ha de déforestation nette). Source : FAO (2009), Tableau 2, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0350f/i0350f04b.pdf>.

6 WRI (2005).

7 Saatchi et al (2007).

8 Le CO₂e (équivalent dioxyde de carbone) est de 3,6667. Ainsi, le CO₂e pour le stock de carbone estimé en Amazonie est de 293–440Gt. Les émissions de GES par les États-Unis (y compris LULUC et bunkers internationaux) en 2000 sont de 6,57 Gt CO₂e. Source : WRI CAIT Version 6.0.

9 Déforestation moyenne de l'Amazonie pour 2000-2005 (selon le PRODES) : 21 550,7km² ; déforestation du reste du monde (net) : 7 317 000 ha/an. Plus grande déforestation en superficie après le Brésil = Indonésie – 1 871 000 hectares. Source : FAO, Situation des forêts du monde 2009, <http://www.fao.org/docrep/011/i0350f/i0350f00.htm>, Tableau 2, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0350f/i0350f04b.pdf>.

10 80 % de la déforestation de l'Amazonie (1,72 million ha/an) est imputable au bétail. Sources : Chomitz et Thomas (2001) : 14 ; Grieg-Gran (2006) : 13 ; Presidência da República (2004) : 10 ; Barreto et al. (2008) : 20 citant l'IBGE (2006b) ; Greenpeace (2008a).

11 Presidência da República (2004) : 10.

12 Déforestation moyenne de l'Amazonie pour 2000-2005 (selon le PRODES) : 21 550,7 km², dont 80 % imputable au bétail : 17 241 km² (1 724 100 hectares).

13 L'élevage de bétail en Amazonie est responsable d'environ 14 % de la déforestation annuelle (1,72 million ha/an de la déforestation de l'Amazonie et 12,57 millions ha/an de la déforestation brute mondiale sont imputables au bétail) :

a) La déforestation moyenne de l'Amazonie pour 2000-2005 est de 2,15 millions ha/an. Source : INPE-PRODES (2009).

b) 80 % de la déforestation de l'Amazonie (1,72 million ha/an) est imputable au bétail. Sources : Chomitz et Thomas (2001) : 14 ; Grieg-Gran (2006) : 13 ; Presidência da República (2004) : 10 ; Barreto et al. (2008): 20 citant l'IBGE (2006b) ; Greenpeace (2008a).

c) La déforestation moyenne de l'Amazonie pour 2000-2005 est de 2,15 millions ha/an (12,57 millions ha déboisés – 5,26 millions ha reboisés = 7,31 millions ha de déforestation nette). Source : FAO (2009), Tableau 2, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0350f/i0350f04b.pdf>.

14 L'élevage de bétail en Amazonie brésilienne est responsable d'une déforestation supérieure à la superficie totale déboisée de n'importe quel autre pays, à l'exception de l'Indonésie, où plusieurs moteurs entrent en jeu :

a) L'Indonésie présente le deuxième plus fort taux de déforestation au monde en superficie, juste après le Brésil (1.87 million ha/an pour 2000-2005). Source : FAO (2009), Tableau 2, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0350f/i0350f04b.pdf>.

b) La déforestation en Indonésie est liée à différents facteurs. Par exemple, l'IIED estime que les terres déboisées sont utilisées à 32 % pour l'huile de palme, à 30 % pour le caoutchouc, à 19 % pour le riz et à 19% pour le manioc. Source : Grieg-Gran, M (2006): 13.

Wetlands International estime que les concessions accordées pour la production d'huile de palme et de bois (surtout de bois à pâte) ont été les principaux moteurs de la déforestation en Indonésie, notamment dans les tourbières : 42 % (7,48 millions ha) pour l'huile de palme et 58 % (10,34 millions ha) pour le bois. Source : Hooijer et al (2006), Table 4 Concessions on peatland in Indonesia.

15 Base de données PSDOnline.

16 Base de données PSDOnline.

17 ONU (2007).

18 MAPA (2009) : 4.

19 de Melo Saab (2008).

20 1998 304 Mt, 2008 1 801 Mt. Source : Base de données PSDOnline.



« La forêt amazonienne contient à peu près 1/10 du carbone retenu dans les écosystèmes terrestres et recycle une très large partie des pluies tropicales. Par conséquent tout changement majeur pour sa végétation, générée par des événements comme la déforestation ou les sécheresses, a un impact sur l'écosystème mondial. »

Met Office Hadley Centre 2008

21	MAPA (2009). La base de données PSDOnline donne des chiffres légèrement différents.	32	BNDES (2009) p64, 267-269.		rinomastrottogroup.com/uk/link2.html et Gruppo
22	Dans ce rapport, \$ signifie dollars américains et R\$ réaux brésiliens.	33	Document confidentiel de Bertin (décembre 2008) : 14 ; et données confidentielles détenues par Greenpeace.	53	Gruppo Cremonini (2002).
23	Le cuir représente 27 % de la valeur du commerce d'exportation, les produits transformés 12 % et les produits frais/surgelés 61 %. Source : SECEX (2009), pour le code HS 16025000.	34	JBS (2008), Annual Report 2007 : 97.	54	PIERS South American Trade Database, janvier-décembre 2008.
24	USDA FAS (2008a).	35	Marfrig (2009b) : 2.	55	Halliday (2009).
25	USDA FAS (2009a) : 2.	36	BNDES, The Company, www.bndes.gov.br/english/thecompany.asp , consulté le 12 mai 2009.	56	McGarrigle (2008).
26	Chomitz et Thomas (2001) : 14 attribue 90 % aux pâturages, y compris les terres abandonnées ; Grieg-Gran (2006) : 13 extrapole à partir des chiffres de Chomitz/World Bank que 77 % des terrains déboisés sont des pâturages + ~10 % des prés abandonnés ; Presidência da República (2004) : 10 indique que l'élevage de bétail est responsable de 80 % de la déforestation dans la région amazonienne ; Barreto et al. (2008) : 20, citant l'IBGE (2006b), conclut que 75 % à 81 % des terres déboisées jusqu'à 2005 ont été occupées par du bétail ; et Greenpeace (2008a) conclut de l'analyse des données obtenues par satellite qu'en 2006 le bétail occupait environ 80 % des terrains déjà utilisés dans la région amazonienne (77 % ou 79,5 % si on exclut le Maranhão).	37	BNDES (2009) p64, 267-269 ; Minerva (2009b).	57	Eurostat, document contenant tous les codes HS compris dans 160250, téléchargé le 16 avril 2009.
27	Eg Barreto et al (2008) – voir rapport principal.	38	SFI (2009).	58	PIERS South American Trade Database, janvier-décembre 2008.
28	Cette analyse a comparé les images satellites montrant la superficie totale de la déforestation de l'Amazonie entre juillet 2006 et juillet 2007 avec la superficie de déforestation permise par les autorisations émises par l'IBAMA et les organismes locaux de protection de l'environnement dans la région amazonienne (hors Tocantins et Maranhão). Ce calcul exclut les questions de droits fonciers. Source : Greenpeace (2008c) : 7.	39	Lettres adressées à Greenpeace par des sociétés s'approvisionnant en bœuf et en cuir au Brésil auprès de fournisseurs parmi lesquels figurent Bertin, JBS et Marfrig. Ces sociétés comprennent des fabricants de produits bovins transformés de marque, des supermarchés, des entreprises de transformation de produits alimentaires et des constructeurs automobiles.	59	Jim Lawrence, directeur financier d'Unilever, 2008.
29	Brito et Barreto (2009).	40	Site web de NHS Supply Chain.	60	Le distributeur français Casino Guichard-Perrachon SA détient 34,3 % du capital de Cia. Brasileira de Distribuição, filiale de Grupo Pão de Açúcar.
30	Medida Provisória 458/09, www.camara.gov.br/sileg/integras/632500.pdf .	41	PIERS South American Trade Database, janvier-décembre 2008 ; site web de l'International Center for Foodstuff, Clients, www.international-center.com/clients.htm , consulté le 7 mai 2009.	61	Associação Brasileira de Supermercados (2009).
31	Projet de loi PL 6424/2005, www.fiepr.org.br/fiepr/conselhos/meio_ambiente/uploadAddress/PL%206424%2005%5B42336%5D .	42	FAO (2008) : xxvii.	62	Banc of America Securities LLC (BAS) (2007) : 6.
		43	SATRA/SAFLIA (2007).	63	Document confidentiel de Bertin (juin 2008) : 12.
		44	FAO (2008) : xxvii.	64	Document confidentiel de Bertin (juin 2008) : 27.
		45	FDI.net (2009).	65	Gouvernement du Brésil (2008).
		46	Document confidentiel de Bertin (décembre 2007) : 23.	66	Gouvernement du Brésil (2008).
		47	Document confidentiel de Bertin (juin 2008) : 27.	67	par ex. BNDES (2009) : 64, 267-269 ; Minerva (2009b).
		48	Site web d'Eagle Ottawa, Customers, www.eagleottawa.com/Index.aspx?PageId=40&gid=0&cid=EN , consulté le 13 mai 2009.	68	Medida Provisória 458/09, www.camara.gov.br/sileg/integras/632500.pdf .
		49	FAO (2008) : 165.	69	Projet de loi PL 6424/2005, www.camara.gov.br/sileg/integras/365049.pdf .
		50	MIPEL (2008).	70	Banque mondiale (2006).
		51	PIERS South American Trade Database, janvier-décembre 2008 ; et données confidentielles détenues par Greenpeace.	71	do Valle (2008).
		52	Communication professionnelle confidentielle, février 2009 ; Prada, lien établi par le biais du site web de Rino Mastrotto, Lottare per lo sviluppo, www.rinomastrottogroup.com/uk/link2.html	72	Ministère allemand du développement (2008) – en mars 2009, le BNDES ne mentionnait aucun autre donateur (www.bndes.gov.br/noticias/2009/not036_09.asp).
				73	CDP (2009).
				74	Pour connaître l'ensemble de la proposition

GREENPEACE

Juin 2009

Publié par Greenpeace International
Ottho Heldringstraat 5
1066 AZ Amsterdam
The Netherlands

enquiries@int.greenpeace.org
www.greenpeace.org/forests

Greenpeace est une organisation internationale indépendante des Etats, des pouvoirs politiques et économiques. Son but est de dénoncer les atteintes à l'environnement et d'apporter des solutions qui contribuent à la protection de l'environnement et à la promotion de la paix.

Greenpeace lutte contre le changement climatique.

Greenpeace mène campagne pour protéger les forêts anciennes, les végétaux, les animaux et les populations qui dépendent de ces forêts.

Greenpeace mène des enquêtes, expose et dénonce les moteurs de la déforestation et les produits à l'origine de la destruction des forêts et donc du changement climatique.

Greenpeace demande aux gouvernements et à l'industrie de mettre fin à leur rôle dans la destruction des forêts et du changement climatique.

Greenpeace soutient le droit des peuples forestiers.

Crédits photos

Couverture	
intérieure :	Beltra/Greenpeace
Pages 2 et 3:	Beltra/Greenpeace Funari/Lineair Rose/Greenpeace Greenpeace investigations 2007–2009
Pages 4 et 5:	Funari/Lineair Greenpeace investigations 2007–2009 Funari/Lineair
Page 6:	Beltra/Greenpeace
Page 9:	Beltra/Greenpeace